

BULLETIN D'INFORMATION

de l'Amicale des Anciens Guérilleros Espagnols en France (F.F.I.)

J.O. n° 64, 22-07-1976 - Siège social national : 27, rue Emile Cartailhac, 31000 Toulouse - Libellé chèques : AAGEF

« Résister est un verbe qui se conjugue au présent » (Lucie Aubrac)

Bulletin trimestriel - Directeur de la publication : Henri Farreny - N° CPPAP 0924 A 07130 3 €

Contacts : aagef.ffi@free.fr

1^{er} trimestre 2023 (bouclage : 27/04/2023)

n° 169



L'Histoire, toujours en chantier...

Le 24 avril 2023, la dépouille de José Antonio Primo de Rivera, figure emblématique du fascisme espagnol, a été retirée du "Valle de los Caídos" qui fut longtemps – beaucoup trop longtemps – un lieu de culte du franquisme. Tous les démocrates se réjouissent de ce geste symbolique. Il résulte de la mise en œuvre de la Loi de Mémoire Démocratique promulguée en octobre 2022, présentée dans notre bulletin précédent, n° 168.

Nous avons salué les avancées que comporte cette loi par rapport à la loi Zapatero de 2007 qu'on nous présentait alors comme *insurpassable*. Nous avons aussi évoqué les insuffisances pointées par les associations mémorialistes qui depuis des décennies portent l'exigence de **Verdad, Justicia, Reparación**. Quarante-huit ans après la mort du *Caudillo*, l'impatience est légitime ! Cependant, les critiques ne sont pas réductibles à l'impatience : elles résultent d'analyses argumentées. Nous publions ici le point de vue de notre ami **Juan Miguel Nogués**, militant madrilène très investi dans le mouvement *Stolpersteine*.

Nous publions aussi le bel hommage à **François VERDIER**, rédigé par le maire de Toulouse, **Jean-Luc Moudenc**. Ces Français, ces Italiens, ces Polonais, ces Espagnols, etc. qui ont lutté côte à côte pour la Liberté, nous continuerons à faire connaître leurs parcours.

Dans le cadre des **Journées culturelles et Républicaines transpyrénéennes** organisées **au Boulou du 5 mai au 15 juin 2023** par la Section AAGEF-FFI Pyrénées Orientales (programme complet en page 11), la Section AAGEF-FFI Haute-Garonne & Tarn-et-Garonne affrète un **bus depuis Toulouse samedi 13 mai** pour participer à la cérémonie commémorative du matin puis à la présentation et au concert de l'après-midi.

11 h Stèle de l'ancienne gare du Boulou (avenue Jean Moulin)

hommage aux résistants français et étrangers

A partir de 12 h 30, salle Les Échards

- repas tiré du panier
- 14 h 30 : **objectifs des Journées**
- 16 h : **concert d'espoir et de lutte**

Bus au départ de **Toulouse Basso-Cambo** : parking connexe au **Quick**, près terminus métro **8 h 30 précises samedi 13 mai** ; retour 20 h 30
Transport aller-retour : 10 € - Concert 10 €
Repas tiré du panier (salle sur le lieu du concert)
Inscriptions bus et concert : Jacques Galvan galvanjacques44@gmail.com ; 06 09 11 77 76



Concert Paco IBAÑEZ

"A corazón, suenan, suenan, resuenan las tierras de España en las herraduras, galopa caballo cuatralbo, jinete del pueblo que la tierra es tuya... **A galopar...**"
(Rafael Alberti)

Samedi 3 juin 2023, 11 h, cérémonie annuelle à Prayols (Ariège, à 6 km au sud de Foix)

d'hommage à la Résistance des Espagnols

Contact : 06 34 46 50 17 - jeannine.garcia518@orange.fr
Jeanine Garcia, 203 Route du Moulin, 09700 Canté

pour s'inscrire au **repas fraternel** (28 €)

adresser **chèques** à l'adresse ci-dessus **avant le 22 mai**

Covoiturage ou bus

Aude : ncanelas@sfr.fr 06 25 24 07 92

Hte-Gne : galvanjacques44@gmail.com 06 09 11 77 76

Pyrénées Orientales : rsq44@hotmail.fr 06 44 76 39 20



AAGEF-FFI

SOMMAIRE

- 2-3 « **FORAIN** » François VERDIER martyr de la Résistance toulousaine
- 3 Disparition : **Henri Basso** le **Gari**baldien
- 4-8 **Ley de Memoria Democrática** *aspectos no resueltos por la misma*
- 8 **Albino GARRIDO OROZCO** Une longue marche
- 9 **Fermin MORALES** de Ténérife à Chababre via Argelès, Le Barcarès, St-Cyprien, Gurs, Le Vernet
- 10 **Résistants espagnols et italiens à Toulouse**
- 11 Programme complet des **Journées du Boulou**
CIIMER : unis pour débattre et agir
Avis de recherche – Se busca
- 12 **Sites internet pour connaître et réfléchir**
Camins de llibertat – *Senders dels maquis*
Diego RODRÍGUEZ COLLADO fusillé à Toulouse
Bulletin d'adhésion : [rejoignez-nous !](#)

Étrangers, beaucoup ont RÉSISTÉ... notamment en Ariège, comme ceux retenus dans ce bouquet

(bouquet limité par l'espace disponible - © AAGEF-FFI)

Ne les oublions pas !

<p>chef de la 3^e Brigade de 1944 - Libération</p> <p>Fermin MORALES Déporté du Vernet 27/5/44 Enfilié du convoi</p>	<p>Nom: RODRÍGUEZ COLLADO Déporté du Vernet 27/5/44 Enfilié du convoi</p>	<p>Nom: RODRÍGUEZ COLLADO Déporté du Vernet 27/5/44 Enfilié du convoi</p>	<p>1^{er} chef national du 17^e Corps 1942-43</p> <p>José SÁNCHEZ GARCÍA Déporté du Vernet 20/6/44 Enfilié du convoi</p>	<p>Nom: CHIBRIEL GARCÍA Déporté du Vernet 20/6/44 Enfilié du convoi</p>	<p>Nom: CHIBRIEL GARCÍA Déporté du Vernet 20/6/44 Enfilié du convoi</p>	<p>chef de l'unité spéciale auprès de Jesús BROS</p> <p>Antonio MOLINA BELMONTE Enfilié du Vernet 22/11/43</p>	<p>chef de la 3^e Brigade 1943-44</p> <p>Ángel MATOS PINOS Enfilié du Vernet 22/11/43</p>
<p>Nom: CLAYTON ROBINSON Déporté du Vernet 27/5/44 Enfilié du convoi</p>	<p>Nom: SCHEPPER Guerrillero... allemand ! Déporté du Vernet 24/5/44</p>	<p>1^{er} chef de la 3^e Brigade 1942-43</p> <p>Víctor VIANA FERRERO Blessé et enrôlé en Ariège 24/5/44</p>	<p>Nom: CANOVAS GARCÍA Déporté du Vernet 20/6/44 Enfilié du convoi</p>	<p>Nom: CANOVAS GARCÍA Déporté du Vernet 20/6/44 Enfilié du convoi</p>	<p>Nom: ELIZABETH TENORIO MEXICAN Déporté du Vernet 30/6/44 Mort à Dachau</p>	<p>chef de l'unité spéciale auprès de Jesús BROS</p> <p>Francisco VILCAÑO WIFREDO Enfilié du Vernet 22/11/43</p>	<p>chef de la 3^e Brigade 1943-44</p> <p>Ángel MATOS PINOS Enfilié du Vernet 22/11/43</p>
<p>Nom: RAMOS BOSCH Déporté à Ravensbrück</p>	<p>Combate GRANDE RAMOS Arrêté en Ariège 24/5/44 Déporté à Ravensbrück</p>	<p>Nom: PIÑEIRO CALDERÓN Blessé à Castelnau-Durban 22/5/44</p>	<p>Nom: CANOVAS GARCÍA Déporté du Vernet 20/6/44 Enfilié du convoi</p>	<p>Nom: SÁNCHEZ GARCÍA Déporté d'Esses à Dachau</p>	<p>Nom: AMBROSIO Déporté à Dachau</p>	<p>chef de l'unité spéciale auprès de Jesús BROS</p> <p>José ESTER BORRÁS Déporté à Mauthausen</p>	<p>chef de la 3^e Brigade 1943-44</p> <p>José BELAZQUEZ ARROYO Enfilié du Vernet 25/10/43 Général FFI à la Libération</p>

Cette diapositive a été présentée lors de plusieurs conférences de l'AAGEF-FFI en Ariège (Foix, Le Vernet, Pamiers, Tarascon, Vanhès...) depuis 2014



En forêt de Bouconne

Dimanche 29 janvier 2023, devant le monument érigé en forêt de Bouconne, (Lasserre, Haute-Garonne), le maire de Toulouse et président de Toulouse Métropole, Jean-Luc Moudenc, a prononcé l'allocution reproduite ci-dessous.

Dans moins d'un an, 363 jours précisément, cela fera 80 ans que « Forain », François VERDIER, tombait ici. Alors, faisons mémoire.

Au petit matin du 27 janvier 1944, à l'heure où les pâles lueurs de l'aube hivernale chassent les ténèbres de la nuit, le silence de la forêt est déchiré par le coup sec d'une balle de revolver suivi du fracas de l'explosion d'une grenade. La terreur vient d'écraser le silence. Le silence de celui qui n'a pas parlé. Puis, le silence s'installe à nouveau, à mesure que la lumière du jour parvient à vaincre l'obscurité.

Bien auparavant, le 13 août 1940, quand les traîtres de Vichy avaient dissous la franc-maçonnerie française, chaque frère avait été invité à, je cite, « répandre la lumière et rassembler ce qui était épars ». C'est ce qu'avait fait François VERDIER, et il s'y est donné jusqu'au bout. Le sentier tortueux où on l'avait traîné à travers ces bois se révéla l'ultime étape du chemin de son engagement intégral.

- : - : - : -

Chaque année, depuis la première cérémonie – c'était le 4 février 1945 – nous sommes conviés à ce rendez-vous de lumière, à nous extraire de notre actualité, trop souvent sombre elle aussi. Merci à toutes les équipes du Mémorial « Forain » François VERDIER – Libération Sud qui, au fil du temps qui s'écoule, se sont passées le relai de la fidélité.

Pour que le souvenir demeure. Pour que l'hommage dû soit rendu. Pour que la transmission soit assurée auprès des générations nouvelles. Pour que le sacrifice du martyr républicain nous inspire, nous élève, aujourd'hui, et demain encore.

Imparfaitement, sollicitant votre indulgence au regard de ceux qui m'ont précédé, je vais tenter d'honorer notre rassemblement de ce jour en rappelant la haute et noble figure de « Forain » François VERDIER, et en souhaitant que ce propos de commémoration nous guide dans nos propres choix. Et que la lumière de Forain nous éclaire à notre tour.

François VERDIER avait fait des choix. Et ces choix avaient fait de lui Forain. En vérité, il aurait pu rester, tout simplement, Monsieur François VERDIER, dans le confort d'une situation sociale aisée qu'il avait acquise par son travail et ses qualités personnelles, au point qu'il était devenu un notable en vue, enveloppé de respectabilité, à Toulouse et dans la région.

- : - : - : -

Il voit le jour en terre ariégeoise, qui devait bien plus tard choisir le courage pour référence, à Lézat, l'année même où surgit le 20^e siècle, dans une modeste famille de forgerons, qui s'installe ensuite à Toulouse, où il fait sa scolarité.

A 20 ans, il travaille d'abord avec son père, comme négociant en machines agricoles, dans un contexte où Toulouse connaît un important essor économique, démographique et urbain, tandis que l'agriculture régionale se modernise fortement. Ses affaires prospèrent, il se marie avec Suzanne, devient le père d'un petit Jacques, se sépare, se remarie avec Jeanne, qui lui donnera Françoise. François est un amoureux de la vie, un bon vivant, sociable et convivial.

En 1938, il est élu juge au Tribunal de commerce ; le plus jeune de tous. Cependant, François VERDIER ne s'en tient pas à cette réussite ; il ne se satisfait pas de sa seule ascension sociale. Le monde qui évolue sous ses yeux l'interroge, l'inquiète, alors que la société française change, que les rapports sociaux se tendent dangereusement, que les bruits de botte résonnent de plus en plus en Europe où des régimes autoritaires s'installent aux commandes de nombreux pays.

L'appel des valeurs le touche et il y répond par l'engagement. Par des engagements.

- François est patriote. Il aime la France. Il ne la conçoit que libre. Déjà, gamin, il voit son père mobilisé en 14. Lui-même, à peine sorti de l'adolescence, contracte un engagement volontaire dans l'armée, pour 4 ans. Nous sommes alors en septembre 1918, il a 18 ans, il rejoint le front de Champagne, combat en Argonne, puis est affecté en Allemagne dans la zone d'occupation française, avant d'être réformé pour raison de santé.

- François est républicain et humaniste. En 1934, en cette année où la République est sévèrement secouée par les attaques des ligues nationalistes, il entre en franc-maçonnerie, au Grand Orient de France. Une des plus anciennes loges toulousaines, créée en 1774, qui porte le beau nom de « Loge des cœurs réunis », l'accueille en son sein. Comme la franc-maçonnerie le fait toujours, elle lui offre de riches nourritures intellectuelles et morales, fortifie son altruisme et sculpte son caractère.

D'un même élan, et dans le même esprit, il rejoint la Ligue des Droits de l'Homme ; il est le secrétaire de la fédération locale. A ce titre, il soutient les républicains espagnols, ravitaillant les combattants à travers les Pyrénées puis accueillant les réfugiés à l'heure de leur repli en France après la victoire franquiste.

Arrêtons-nous un instant sur cette somme d'engagements qui, dans la diversité de leurs facettes, dessinent l'unité d'un homme en même temps qu'elles le forgent. Tous ces engagements ont un point commun : ils sont totalement désintéressés.

Aucun ne participe de la conquête de positions ou de pouvoir.

Ce sont des engagements de pure conviction, d'idéal.

Leur diversité construit leur cohérence et le tout donne une personnalité devenue forte, solide et très respectée.

- : - : - : -

Le déclenchement de la Seconde guerre mondiale, en septembre 1939, se traduit par la mobilisation générale de l'armée française.

Le sous-officier François VERDIER reprend du service, affecté à des tâches de gestion dans une caserne toulousaine. Mais, rattrapé par ses soucis de santé, il est démobilisé dès avril 1940. Après la défaite et l'Armistice, la France est coupée en deux et, au sud de la ligne de démarcation, Toulouse se trouve en zone dite libre, placée sous l'autorité du gouvernement de Vichy mais exempte de l'occupation par l'armée allemande.

Très vite, le nouveau régime révèle son vrai visage : la collaboration avec l'Allemagne nazie est officialisée, les libertés publiques bâillonnées, les lois anti-juives adoptées, la franc-maçonnerie dissoute.

Pour cette dernière raison, François VERDIER est destitué de ses fonctions de juge au Tribunal de commerce en novembre 1941.

La Résistance qui naît dans une zone dite libre est d'une nature particulière : c'est une résistance éthique, elle écloit d'un terreau intellectuel qui s'était constitué avant la guerre et non de la nécessité immédiate d'une action à caractère militaire puisqu'il n'y a pas d'occupation par l'armée ennemie.

C'est très naturellement que François VERDIER se faufile dans ces milieux, fréquente la librairie de l'antifasciste Silvio TRENTIN, couvre de ses activités professionnelles des filières d'évasion vers l'Espagne.

Peu à peu, les réseaux de résistance se mettent en place, leur organisation balbutiant au gré des affinités personnelles ou des sensibilités politiques.

François VERDIER est en relation avec le réseau Liberté Egalité Fraternité puis rejoint le Groupe Vérité qui deviendra Libération Sud. Créé par Emmanuel d'ASTIER de la VIGERIE, Libération Sud a l'avantage de réunir des patriotes d'inspirations diverses : socialistes, communistes, syndicalistes, chrétiens.

Avec le mouvement Combat, le mouvement Franc-Tireur, Libération Sud est l'une des trois plus importantes organisations résistantes du Sud de la France.



Buste inauguré le 19/8/2019

Le 11 novembre 1942, la guerre connaît un tournant : l'occupation allemande s'étend à tout le pays. Unifier la Résistance en zone sud devient alors un impératif urgent. Au nom de la France Libre, Jean MOULIN est mandaté dans ce sens par le Général de GAULLE. Ainsi, en janvier 1943, Libération Sud, Combat et Franc-Tireur décident leur fusion, devenant les MUR, Mouvements Unis de Résistance. En son sein, François VERDIER est l'adjoint du professeur Maurice DIDE. Mais l'arrestation de celui-ci propulse François VERDIER chef régional des MUR en juin 1943. Il lui faut alors choisir un pseudonyme.

Ce qu'il fait presque par hasard, lors d'une réunion du comité directeur du mouvement dans une villa toulousaine, où son regard tombe sur un livre rangé sur la cheminée du salon, intitulé « Doux Pays », signé du peintre, illustrateur et caricaturiste Louis-Henri FORAIN dit Jean-Louis FORAIN. Il sera donc FORAIN.

Ses talents d'organisateur comme son sens de la diplomatie s'avèrent précieux pour coordonner l'action des Résistants. Il mène une double vie, continuant à la ville ses activités professionnelles comme si de rien n'était, travaillant dans l'ombre au noyautage des administrations publiques.

Mais tensions et divisions agitent toujours les réseaux de la Résistance, compliquant la tâche de FORAIN, altérant l'efficacité du dispositif unifié sur le papier. A un de ses correspondants FORAIN confie, je cite, « Rien ne m'est plus intolérable que les luttes politiques à l'intérieur de la Résistance ». Dans une circulaire il écrit : « une fois de plus les partis prennent le dessus, les questions personnelles reviennent au premier plan et des manœuvres déloyales risquent de compromettre le mouvement ».

Inlassablement, il exhorte à l'unité et travaille à la façonner. Il rassemble ce qui est éparé. Ce sera le fil conducteur de son action à la tête des MUR, la trace qu'il laissera. Et c'est une vérité de toujours : quel est le grand combat à livrer qui ne se mène dans l'unité ?

A la fin de l'année 1943, la Résistance monte en puissance et, en retour, l'occupant accentue sa répression. C'est dans ce contexte qu'est conçue l'opération « Minuit », dans le but de décapiter la Résistance régionale.

Dans la soirée du 13 décembre 1943, la Gestapo venue de Paris, renforcée par des S.S., des collaborateurs français et même des repris de justice, opère la plus vaste opération de répression contre la Résistance toulousaine et régionale.

Perquisitionnés à leur domicile, 110 Résistants tombent dans ce coup de filet. FORAIN est de ceux-là, vers 23 heures, en sa maison de la rue du Docteur Jean Arlaud à Toulouse. Chez lui, on ne trouve rien, aucun document compromettant. Pas plus que dans les bureaux de son entreprise. Il va donc falloir le

faire parler. Incarcéré à la prison Saint-Michel puis dans les sordides caves du siège de la Gestapo, rue Maignac, FORAIN François VERDIER endure les 44 derniers jours de sa vie. 44 jours d'emprisonnement, de torture, d'interrogatoires interminables et répétés, de sévices abominables et inhumains. Il nie tout, tandis qu'aucune preuve ne peut-être excipée contre lui. Et il se tait. Il se tait. Il se tait.

La force de ses convictions, anciennes et solides, est son unique armure. Et quelle armure ! Il pense aux siens avec émotion et tendresse et, en homme de raison, sans doute revisite-t-il dans sa tête ses engagements successifs dont le fil conducteur logique l'a conduit à cette extrémité...

Il se savait en danger depuis un certain temps, on lui avait proposé d'entrer en clandestinité pour se protéger. Mais non, il avait préféré continuer, car il lui fallait circuler librement pour poursuivre son travail d'unification.

Alors, il est allé jusqu'au bout de ses engagements, pleinement conscient du risque, du danger qu'il encourait. Il n'y a pas d'engagement sans risque. Il n'y a pas de prise de risque sans courage. Le courage absolu, la force de ne rien dire quand on sent approcher de soi la menace de la mort, confine au mystère.

Ici même, il y a 5 ans, Maître Pascal NAKACHE, lointain successeur de François VERDIER à la Ligue des Droits de l'Homme, exprimait à voix haute nos propres interrogations :

« Comment peut-on, dans les pires souffrances, lorsqu'on n'est plus qu'une plaie à vif, lorsque se pointe le canon des armes, lorsque l'on sent le souffle glacé de la mort, demeurer guidé par le sens de l'honneur, la fidélité, l'humanité ? ...[Le courage] c'est d'abord et avant tout l'âme forte et la tête froide de celui qui, ayant tout bien pesé et surmontant sa peur, décide d'affronter le danger ».

- : - : - : -

Il y a près de 80 ans, en gardant le silence, FORAIN a tenu parole. Il est resté fidèle à sa parole.

Aujourd'hui, en hommage à son silence, nous prenons la parole. Pour réunir les cœurs.

Pour réaliser cette unité dans la diversité qui a pour nom République.

Jean-Luc Moudenc
maire de Toulouse
président de Toulouse Métropole

Très sensibles à la qualité, la force et la portée du bienvenu hommage solennel rendu par M. le maire de Toulouse, à FORAIN François VERDIER, martyr de la Résistance, nous saluons aussi le rôle de réseaux qui furent en première ligne de la lutte armée en midi toulousain, dès 1942 : guérilleros espagnols et autres étrangers des FTP-MOI.

AAGEF-FFI

Henri BASSO, notre frère le Garibaldien

Né le 7 février 1938, à Frégouville (Gers), notre cher Henri est décédé à Toulouse – à l'Hôpital Varsovie (Varsovia) – le 26 février 2023.

Bien connu comme président régional de l'Amicale des Garibaldiens, Henri était aussi très apprécié dans le milieu de l'exil républicain espagnol. C'était d'ailleurs largement le sien depuis qu'il avait épousé Isabel Carrillo.

Fidèle à sa jeunesse d'ouvrier plombier-zingueur, syndiqué et communiste, Henri était de toutes les manifestations où battait le cœur de la Liberté, de la Justice, de la Solidarité.

A Toulouse, nous l'avons vu souvent à la Casa de España et devant la prison Saint-Michel, à Prayols face au Monument National des Guérilleros (encore le 4 juin 2022, voir photo), au Vernet fleurissant les tombes des antifascistes morts alors qu'ils étaient prisonniers au camp.



Chaque fin avril, il animait la cérémonie toulousaine célébrant la libération de l'Italie. Il est à l'origine • du baptême de la place Giuseppe GARIBALDI à Ranguel et du square Vincenzo TONELLI à La Roseraie, mais aussi, avec l'Amicale de la 35^e Brigade FTP-MOI • de la plaque d'hommage à Rosina BET, Enzo GO-DEAS et David FREIMAN au centre-ville.

Nous n'oublierons pas l'internationaliste résolu et chaleureux, son engagement contre la guerre – en Algérie, au Vietnam, en Palestine, en Yougoslavie – son action dans le Mouvement de la Paix. Il n'a jamais renoncé...

Le bureau de l'AAGEF-FFI ré-exprime ses condoléances à Isabel et leurs enfants, Nathalie et Hugues, à tous ses parents et amis.

Affiche reçue de la mairie de Linyola (Lleida) juste avant bouclage. Voir prochain bulletin.

HOMENATGE A:
MANUEL BERGÉS ARDERIU
DISSABTE, 29 d'abril de 2023
HORA: 11:00h LLOC: Edifici Cal Formiguera

DESCOBERTA D'UNA PLACA EN MEMORIA DEL MESTRE, MANUEL BERGÉS ARDERIU.

Manuel Bergés Arderiu, fill de Linyola, exiliat i membre de la Resistència Francesa.

L'any 1942 fou capturat i assassinat per la policia de Vichy.

D'inquesta fets recentment descoberts també en voler donar constància a Linyola.

A l'acte ens acompanyaran familiars i membres de l'Amicale des Anciens Guérilleros Espagnols en France – Forces Françaises de l'Intérieur (AAGEF-FFI).

En los actos celebrados en la estación de Borredón los días 11 y 12 de marzo del corriente año, tuve el honor de participar en los debates sobre las actividades desarrolladas por las distintas asociaciones pertenecientes al CIIMER por mantener y destacar los hechos que generaron la guerra de España que derivaron en la oportunidad perdida para España de un régimen, como el republicano, que luchó y defendió los valores más esenciales de la humanidad, como la justicia, la libertad, la solidaridad, y la lucha por eliminar las terribles desigualdades existentes fruto de un régimen latifundista, casi feudal, de la monarquía borbónica.

En esos actos se manifiestan, difunden y transmiten de forma envidiable los actos heroicos de todos aquellos republicanos españoles que lucharon contra el fascismo y el nazismo, tanto en España como en Francia con motivo de la Segunda Guerra Mundial.

En España, después de acabado el sueño de la República devino una Dictadura criminal en la que se instaló el terror como elemento esencial para implantar su “paz”: miles de españoles en el exilio, miles sufrieron la deportación a los campos nazis y miles sufrieron los campos de concentración franquistas, las cárceles y las ejecuciones masivas de los que se oponían a ese régimen. Situación que pervivió hasta el momento de la muerte del Dictador, en 20 de noviembre de 1975. No hay que olvidar, ni dejar de lado, que la actual Monarquía borbónica en España estaba designada como sucesora a la Jefatura del Estado y que sustituyó en dos momentos al Dictador en el ejercicio de la citada Jefatura del Estado, por lo que hay que considerar a la citada Monarquía también como autora mediática de los crímenes cometidos por el franquismo.

Una vez muerto el Dictador, se ha tratado el proceso de la transición española como pacífica y ejemplar, cuando dicha apreciación forma parte de un mito creado por las élites provenientes del franquismo, pues los órganos represores del franquismo se mantuvieron vivos durante todo el proceso de la transición y aún después (1975-1982), tanto en su estructura como en sus formas.

Aparato represivo franquista en la Transición

En ese período de la transición, la actuación represiva se sigue depositando en la Brigada Político-Social, que fue la policía secreta de Franco, encargada de perseguir y reprimir a todos los movimientos de oposición al franquismo. En sus inicios recibió el asesoramiento de agentes de la Gestapo, dirigidos por Paul Winzer, destinado en la Embajada de Alemania en Madrid, especialmente en cuanto al uso de diversos métodos de tortura para obtener información o confesiones de los detenidos y en técnicas de espionaje e infiltración en grupos de oposición – el propio conde de Mayalde, director general de Seguridad, viajó a la capital alemana para reunirse con Himmler –. La colaboración entre la policía

franquista y la Gestapo se remontaba a la llamada “guerra civil” cuando en noviembre de 1937 se firmó un protocolo secreto por el cual policías del bando golpista irían a Berlín para ser adiestrados - ese protocolo secreto fue ampliado por un nuevo acuerdo de colaboración el 31 de julio de 1938.

La Brigada Político-Social fue la principal unidad policial que actuó contra la oposición antifranquista. Sus agentes, los Creix, Conesa, Yagüe, Navale, Manzanas, Ballesteros, Solsona, González Pacheco, etc., ocupan un lugar de honor en el panteón de los torturadores del franquismo. Sus comisarías, la Dirección General de Seguridad de la Puerta del Sol de Madrid, la Vía Layetana en Barcelona, las calles Samaniego y Gran Vía de Valencia o la del Paseo de María Agustina de Aragón en Zaragoza y sus métodos, de siniestras connotaciones, remiten a una particular geografía del terror.

Orgánicamente, la Brigada Político-Social constituía una sección del Cuerpo General de Policía. Tras la muerte del dictador Franco, durante los años de la transición, la brigada fue reestructurada y sustituida por la Brigada Central de Información. Esta reestructuración no afectó para nada ni a los miembros que la componían ni tampoco respecto a los métodos usados, pues fueron muchos de sus miembros los que siguieron ocupando puestos relevantes, como son los casos de Manzanas, Conesa, Ballesteros, González Pacheco y otros, los cuales actuaron de forma significativa en el período ahora señalado de marzo de 1976 y julio de 1978.

La Brigada Político-Social fue creada formalmente en 1941 con la Ley sobre Funcionamiento de las Jefaturas Superiores de Policía y la Ley de Vigilancia y Seguridad. Además de su propia labor de investigación, la Brigada podía contar con los informes del Servicio de Información e Investigación de Falange, que también hacía funciones de policía política.

En un informe británico de 1949 se describía así la actuación de la Brigada Político-Social:

“Los archivos de la Dirección General de Seguridad están basados en el modelo nazi. Están cabal y extremadamente bien organizados, asegurando una vigilancia sistemática sobre todos los enemigos sospechosos del Estado. Debe ser resaltado que los puntos negros de la Justicia española son por norma las comisarías, más que las propias prisiones. Todos los casos políticos caen dentro de la Brigada Político-Social, que actuaban por orden del jefe superior de Policía. El interrogatorio de un prisionero puede incluir el uso de crueles artefactos tendientes a forzar declaraciones posteriormente llamadas “confesiones”. Como reciben un extra, los mal pagados policías tienden a usar métodos cada vez más violentos y a prolongar cuanto sea posible el aislamiento de prisioneros para obtener una confesión. Tanto las mujeres como los hombres reciben este trato. Pueden estar detenidos durante semanas antes de que

se formule cualquier cargo contra ellos. Cuando el dossier es terminado el prisionero es trasladado a una de las prisiones del Estado y pasa a la jurisdicción militar.”

En 1963 se creó el Tribunal de Orden Público, del que más adelante me referiré a su función, siguiendo actuando la Brigada Político-Social con total impunidad de los delitos “políticos” competencia del Tribunal. El TOP nunca se ocupó de investigar las denuncias de malos tratos o torturas de los detenidos. Aún más, durante los múltiples estados de excepción que se declararon en tres zonas: País Vasco, Cataluña y Madrid, la Brigada Político-Social presentaba sus acusaciones y peticiones para la firma de los jueces sin formalismo alguno, con premura y bajo un clima de amenaza.

La posibilidad de que un juez se negara eran remotas, y la de que pudiera investigar libremente cualquier denuncia de los detenidos y/o torturados también, máxime cuando ellos mismos estaban sometidos a la acción de la propia Brigada. Las competencias de la Brigada Político-Social fueron restringidas en sucesivos decretos aprobados en 1976, 1977 y 1981, este último tras el fracasado golpe de Estado del 23 de febrero de 1981, pero no fue hasta 1978 cuando fue reestructurada y sustituida por la Brigada Central de Información, y su desaparición no se llevó a cabo completamente hasta la Ley Orgánica 2/1986, de 13 de marzo, de Fuerzas y Cuerpos de Seguridad.

Durante todo el proceso de la transición, pues, no se tuvo en cuenta ninguna depuración contra miembros de la Brigada Político-Social, ya que la mayoría de sus integrantes continuaron con sus carreras en la policía española e incluso algunos de sus miembros fueron destinados a puestos relevantes o se les facilitó su salida de la policía. La mayoría, como el propio comisario Roberto Conesa (al frente de la recién creada Brigada Central de Información) continuaron su carrera y gran parte de los altos mandos policiales nombrados en 1980 procedían de la Brigada Político-Social.

En cuanto a su estructura y funcionamiento la Brigada Político-Social estaba integrada en la Comisaría General de Orden Público, perteneciente al Cuerpo General de Policía. Este a su vez dependía de la Dirección General de Seguridad y el Ministerio de la Gobernación, puesto que ocupaba Rodolfo Martín Villa en relación a los hechos objeto del enjuiciamiento objeto de estos apuntes. Sus agentes dependían directamente de los gobernadores civiles y del Ministerio de la Gobernación, y su función represora se ejercía en el ámbito de la oposición al franquismo y de cualesquiera grupos sociales, basándose en toda la normativa represora del régimen, en especial la Ley Represora de la Masonería y el Comunismo, la Ley de Unidad Sindical, la Ley de Responsabilidades Políticas, la de Peligrosidad y Rehabilitación Social y de Vagos y Maleantes.

Sus acciones consistían en seguimientos, es-

cuchas telefónicas, control de la correspondencia particular y de empresas y colectivos (todo ello sin control judicial alguno), detenciones gubernativas indefinidas, confiscación e incautación de bienes y la práctica de la tortura para la averiguación de hechos o como forma de castigo. Muchas de sus actividades eran examinadas por dos tribunales creados específicamente para la represión política: el Tribunal Especial de Represión de la Masonería y el Comunismo y posteriormente los Tribunales de Orden Público, con lo que los tribunales y jueces ordinarios apenas podían conocer los asuntos de la Brigada.

Como ya se ha mencionado con anterioridad, el Tribunal de Orden Público nunca se ocupó de investigar las denuncias de malos tratos o torturas de los detenidos. Ésta fue una instancia judicial especial existente durante el período del segundo franquismo, que va de 1956 a 1968, en España. Su misión fue la represión de las conductas que bajo ese régimen dictatorial eran consideradas delitos políticos, que hasta la creación del TOP habían sido competencia de la jurisdicción militar, a la que vino a complementar, pues los delitos políticos más graves, como el “terrorismo” siguieron siendo juzgados por los tribunales militares.

Este Tribunal fue creado como un intento de “blanquear” la imagen exterior del régimen franquista en un momento en que el dictador Franco había presentado la candidatura de España en la Comunidad Económica Europea – un año antes un informe de la Comisión Internacional de Juristas había denunciado la inexistencia del “Estado de Derecho” y de las libertades en España –. Hasta entonces, la jurisdicción militar era la que se había encargado de juzgar los delitos “políticos”.

El Tribunal de Orden Público nace con la Ley 154/1963, de 2 de diciembre, sobre creación del Juzgado y Tribunales de Orden Público, tras el fusilamiento de Julián Grimau, y sus funciones continuaron hasta 1977.

Entre 1964 y 1976 el Tribunal de Orden Público (TOP) instruyó un total de 22.660 procedimientos, que afectaron a 9.000 personas, de las que fueron condenadas cerca de 3.000, mientras que la justicia militar entre 1960 y 1977 condenó a 5.600 civiles.

El TOP asumió algunas de las funciones del Tribunal Especial de Represión de la Masonería y el Comunismo. Procesos judiciales como el Proceso 2001 contra destacados dirigentes del sindicato Comisiones Obreras correspondieron al Tribunal de Orden Público.

Con el TOP continuó la práctica de la tortura de la Brigada Político-Social, ya que ésta siguió encargada de los delitos competencia del TOP que nunca se ocupó de investigar las denuncias de malos tratos o de torturas a los detenidos, como subrayó el abogado Josep Solé Barberá en un escrito de 1977: “Yo no conozco un solo sumario en el cual la denuncia de ma-

los tratos se haya admitido como suficiente para que se abriera una investigación sobre hechos que podían alterar todo el contenido sumarial y que, de ser ciertos, era a la autoridad misma a quien le convenía descubrirlos.”.

La abogada Ascensión Solé también recoge que “cuando se le preguntaba abiertamente (al acusado) si había sido presionado moral o físicamente por los funcionarios o maltratado de obra o de palabra, la campana del presidente, de Mateu, tocaba frenéticamente rompiendo el acostumbrado tono educado y amable con que nos trataba.”.

Por Decreto de 4 de enero de 1977 fue suprimido el TOP y se creaba la Audiencia Nacional, siendo Presidente del Gobierno Adolfo Suárez; Ministro de Justicia, Landelino Lavilla, y Ministro de la Gobernación, Rodolfo Martín Villa. Pero el sistema siguió siendo el mismo, no hubo transformación real, pues diez de los dieciséis jueces que tuvieron plaza titular en el TOP fueron nombrados posteriormente magistrados de la Audiencia Nacional o del Tribunal Supremo.

A lo largo de trece años que estuvo operativo, el TOP acumuló una carga represiva que el jurista Juan José Aguilar ha cuantificado de la siguiente manera: personas afectadas, 50.714; número de procesados, 9.146; número de sentencias dictadas, 3.890 (el 70 por 100 condenatorias); total de tiempo de condena ejecutada, 11.958 años; procedencia ocupacional de los procesados: 70 por 100, trabajadores; 22 por 100, estudiantes, y el 8 por 100, profesionales liberales. Atendiendo al origen de los procesados por el TOP, los procedentes del país vasco fueron los más numerosos, seguidos de los de Navarra y Asturias.

La principal vía por la que se llegaba al procesamiento y posterior condena en el tribunal de Orden Público era la participación en manifestaciones, las huelgas y las detenciones practicadas por la Brigada Político-Social.

Tampoco en esta instancia, al igual que en la Brigada Político-Social, hubo depuraciones de ninguna clase. Como ya se ha dicho anteriormente, diez de los jueces ascendieron al Tribunal Supremo, como fue el caso de Enrique Amat; José F. Mateu, que estuvo diez años de presidente del TOP, también saltó al Tribunal Supremo; José Garralde llegó al Supremo en 1981; Antonio González y Félix Hernández, Fiscales del TOP en 1964, ascendieron al Tribunal Supremo.

A los citados hay que añadir a José de Hijas, que se jubiló en 1986 como presidente de la Sala Segunda del Tribunal Supremo, así como a Luis Poyatos y Jaime Mariscal de Gante que fueron adscritos a la Fiscalía de la Audiencia Nacional, y cuya hija Margarita Mariscal de Gante es en la actualidad magistrada del Tribunal Supremo.

De la descripción de los períodos durante los que se llevó a cabo la actividad de la Brigada Político-Social, así como del Tribunal de Or-

den Público, queda suficientemente acreditado la inexistencia de cambio alguno en cuanto a las actividades represivas del período franquista, que se siguen manteniendo con total impunidad durante todo el proceso de la transición de la dictadura a la democracia, y donde juega un papel no sólo relevante, sino destacado y de primera fila Rodolfo Martín Villa. Es decir, una vez que se produce la muerte del dictador y se proclama a Juan Carlos I como rey, para nada se produce una transformación del régimen dictatorial en un régimen democrático.

Contexto en el que se llevó a cabo la represión franquista en la Transición

Entre el 12 de diciembre de 1975 y el 6 de abril de 1979 los ministros de Gobernación de España fueron Manuel Fraga Iribarne (12 diciembre 1975 - 5 de julio de 1976) y Rodolfo Martín Villa (6 de julio de 1976 - 6 de abril de 1979), períodos que se encuentran durante los años de la transición de la dictadura a la democracia. En esos años, la Unión de Centro Democrático fue el partido que gobernó a nivel nacional y por el que pasaron por el Ministerio de Interior los ministros ya mencionados, pero el que más influyó en las políticas de orden público fue Rodolfo Martín Villa, un ministro que protagonizó los episodios más sangrientos del período de la transición, provocados algunos por las fuerzas de Orden Público. De hecho, estas actuaciones, según el investigador Mariano Sánchez Soler, provocaron la muerte de 54 personas e hirieron a 630 personas en manifestaciones, actos políticos y controles policiales; ocho personas murieron y 275 fueron heridas bajo la custodia de la Policía y Guardia Civil y presos de cárceles.

La historiadora Sophie Baby ofrece la cifra de 324 muertes entre el primero de octubre de 1975 y el final del año 1982 debido a la violencia policial, de las cuales 178 fueron personas vinculadas a la política. Distingue entre tres tipos de violencia policial durante la transición relacionadas con los militantes políticos: la tortura, el incidente policial y el acto de brutalidad policial en las manifestaciones. Los actos de brutalidad policial en manifestaciones provocaron 32 muertes. En muchas de estas acciones participaron grupos de extrema derecha que mantenían vínculos con el aparato del Estado.

Para los autores Ignacio Sánchez Cuenca y Paloma Aguilar la violencia política y policial en aquellos años en España era de la más alta de Europa, junto con la de Irlanda del Norte. Para el investigador Alfredo Grimaldos toda esta estrategia de violencia de la policía y la extrema derecha permitió al Gobierno mantener en los límites de la reforma el proceso de transición.

Los primeros gobiernos de la democracia se movieron entre los intentos de reforma en la Policía (sobre todo de carácter legislativo más que interno) y el mantenimiento de la paz social y el orden en las calles mediante el uso de

las fuerzas de Orden Público. En los primeros momentos tras la muerte del dictador Franco, las autoridades civiles y policiales se decantaron más por lo segundo que por lo primero. Esto tenía que ver con la herencia franquista de resolver los conflictos, siendo la protesta considerada una forma de "subversión" que había que aplacar.

Según Sophie Baby, entre el 11 de enero y el 31 de julio de 1977 se produjeron 4.203 detenciones de personas por delitos políticos. En los dos primeros años tras el fallecimiento del dictador, 1976 y 1977, no hubo ninguna manifestación que no acabara con un enfrentamiento entre los manifestantes y las fuerzas de orden público.

No hay que dejar de lado que en las primeras elecciones democráticas desde la II República, celebradas el 15 de junio de 1977, no pudieron presentarse a las mismas alternativas u opciones políticas, cuyo referente fuera el hacer alusión a la República, es decir, no se pudieron presentar partidos que planteaban la reivindicación de la restauración del legítimo régimen republicano, abolido como consecuencia del golpe de Estado de 18 de julio 1936. Por ejemplo, Izquierda Republicana, Unión Republicana, etcétera. Uno de los primeros pasos en cambiar la política de resolución de conflictos fue en los Pactos de la Moncloa (octubre de 1977). Entre ellos hubo acuerdos sobre las fuerzas de orden público.

En la Constitución de 1978, refrendada el día 6 de diciembre, también se reflejaron las cuestiones relacionadas con el orden público. Se pretendió romper con la tradición autoritaria que representaba el ordenamiento jurídico-político franquista (vigente hasta ese momento, y aún después). Se inició con un cambio de denominación, pues pasa de llamarse Fuerzas de Orden Público a Fuerzas de Seguridad Pública. Pero una de las normas que más afectó a la estructura de las fuerzas de seguridad provenientes del ordenamiento jurídico-político del franquismo, y en concreto a los miembros de la Brigada Político-Social y que además permitió que la mayoría de miembros de la policía política franquista se mantuvieran en sus puestos durante la democracia fue la Ley de Amnistía, aprobada el 15 de octubre de 1977. Conocido es cómo la amnistía de los presos políticos fue una de las principales reivindicaciones de la oposición a la dictadura y la que suscitó mayor proceso de movilización durante las primeras etapas de la transición. De hecho, antes de la Ley de Amnistía, el rey y el Gobierno ya habían proclamado varias normativas para liberar a los miles de encarcelados por motivos políticos por el régimen (todos ellos estaban juzgados o condenados o a la espera de juicio).

El 15 de octubre de 1977 se llevó al Congreso la Ley de Amnistía. En su artículo segundo dejó claro la amnistía de los crímenes que podrían haberse cometido durante el franquismo

por parte de las fuerzas de orden público y la Brigada Político-Social, es decir, los verdugos y victimarios. Al contrario de lo que supuso para los opositores al régimen franquista, quedaban impunes de los delitos que habían cometido durante no sólo la etapa de la dictadura, sino también del período llamado la transición. Por tanto, lo que en un principio era una reivindicación de la oposición antifranquista, que permitía que los presos políticos del franquismo ya no tuvieran cuentas con la justicia, se convirtió también en una normativa para "perdonar" los delitos de los miembros del aparato represivo del franquismo.

Hay que volver a resaltar que el Ministro en ese momento de la Gobernación era Rodolfo Martín Villa, el cual lo que pretende es autoamnistiarse de los delitos de lesa humanidad cometidos como autor mediato por los hechos que se juzgan en la causa argentina.

Y ello es así, ya que dicha ley fue utilizada posteriormente por la justicia española para no juzgar los crímenes del franquismo, a pesar de, como señala el Equipo Nizkor, la represión de la dictadura fue un plan de exterminio durante décadas, incluso apoyando el exterminio de los nazis contra republicanos españoles.

Más aún, doce días después de promulgarse la Ley de Amnistía, el 27 de octubre, al inspector José Matute Fernández, jefe de la Brigada Político-Social en Tenerife, se le aplicó dicha normativa. Antes de la aprobación, tenía dos causas abiertas por torturas, y el juicio no se llegó a celebrar y se le dejó libre.

Lo mismo pasó con los inspectores José Antonio Benayas, Cipriano Belver, Manuel Cinos y Manuel Díaz Arribas. Estos torturaron y tiraron por la ventana de la comisaría de Valencia al joven estudiante y militante del PCE José Luis Cancho en enero de 1974. Según la versión policial ofrecida a la prensa aquello había sido un intento de suicidio. Cancho presentó una querrela contra cinco funcionarios del Cuerpo Superior de Policía. Dos años más tarde, la Audiencia Provincial de Valladolid dictaba auto de procesamiento contra los policías por un delito de coacción. Finalmente, ninguno de ellos fue juzgado, pues se acogieron a la Ley de Amnistía.

Muchos y diversos son los casos paradigmáticos del uso de policías franquistas en democracia, pero hay que resaltar el de Roberto Conesa, el cual estuvo en todas las principales operaciones policiales contra la oposición antifranquista en la capital del país a lo largo de todo el franquismo. En 1974, tras conseguir varias medallas y condecoraciones, llegó a ser nombrado jefe de la Brigada Central de la Comisaría de la Brigada Político-Social. Eva Forest, escritora y que había sido militante del PCE, habló de las torturas que sufrió por su parte: *"En esos interrogatorios, Sainz se limitaba a preguntar cosas muy concretas sobre fotografías, pero Conesa dirigía lo que allí pasaba, que era observado por los demás como*

una obra de teatro. Tan pronto pasaba de un paternalismo lloriqueante a una furia incontenible que descargaba sobre mí en forma de golpes y patadas. En varias ocasiones sacó la pistola y me apuntaba, con el seguro fuera, diciendo que me iba a matar."

Con este curriculum, el 9 de junio de 1976, Roberto Conesa fue nombrado jefe superior de la Policía de Valencia por el ministro de la Gobernación, Manuel Fraga Iribarne. El 24 de enero de 1977 los GRAPO secuestraron al general Emilio Villaescusa Quilis y el 11 de diciembre de 1976 a José María de Oriol y Urquijo, siendo utilizado Conesa para llevar a cabo la liberación de ambos. Cuando Martín Villa, a la sazón ministro de la Gobernación, dio explicaciones de por qué había escogido a Conesa y a sus hombres para dicha operación manifestó: *"A grandes males, grandes remedios. Tras operar durante algún tiempo con la organización normal, decidimos recurrir a los especialistas y entonces es cuando liberamos a Conesa de sus obligaciones en Valencia"*. En 4 de junio de 1977, Roberto Conesa fue nombrado Comisario general de Información junto con otros siete cargos renovados por Rodolfo Martín Villa. Tomó el mando de una brigada operativa, de 120 personas, dedicada, en principio, a luchar contra el terrorismo.

Sin embargo, fue utilizada por el Ministerio de la Gobernación para luchar contra el sindicalismo policial y contra la oposición política. Siendo Rodolfo Martín Villa Ministro de la Gobernación condecoró a Roberto Conesa, Andrés Gómez Madariaga, Manuel Gómez Sandoval, Antonio González Pacheco, Jesús González Reglero, Manuel Cordón Cano, Antonio García Navas, Jorge Jimeno Bósquez e Ildefonso Rojo Miguel con la cruz al Mérito Militar con Distintivo Blanco. El 1 de julio de 1977 se le concedió a Roberto Conesa la medalla de oro del mérito policial y el 16 de enero de 1977 se le nombró al frente de la política antiterrorista en el País Vasco, poniéndose al mando de 3.000 miembros de las fuerzas de seguridad y llevándose a 60 miembros de su Brigada.

Durante los años de la transición, la Ley de Amnistía jugó un doble papel: se convirtió en la ley que permitió liberar a los presos políticos y cancelar sus cuentas con la justicia.

Pero, a su vez, gracias a su artículo 2e) y 2f) se ha convertido en una "ley de punto final", que ha sido utilizada por los tribunales de justicia española para impedir que se juzguen en nuestro país los crímenes del franquismo y, concretamente, los cometidos por la Brigada Político-Social, a pesar de, como señala el equipo Nizkor, estos crímenes no son amnistiables, ya que deben ser reconocidos como crímenes de lesa humanidad. Estos miembros de la policía política franquista no sólo no fueron depurados y juzgados como en otros países (caso de Portugal, donde los 4.418 agentes que formaban el PIDE, la policía política

de la dictadura salazarista, 2.323 fueron juzgados por delitos de torturas y de participación en la represión de la dictadura y 344 fueron finalmente condenados), sino que participaron en la policía en la democracia. A medida que estos policías se fueron jubilando, conquistaron la impunidad.

Es fundamental entender la actuación de esta policía política no como una serie de individuos sádicos o incontrolados que actuaban a su libre albedrío, como se quiere presentar en algunos medios con esa visión absolutamente distorsionada, sino como un aparato del Estado, pilar fundamental de la represión de la dictadura que siguió su actuación durante la transición, ya que toda la estructura de ese aparato represor permaneció íntegro, sin modificación, depuración o alteración de ningún tipo.

Al contrario, queda acreditada la relevancia de muchos de sus miembros en el aparato del Estado tanto en la transición como posteriormente en el período democrático.

La Ley de Memoria Histórica de 2007

Muchos son los años que pasan, sin que ninguno de los gobiernos de la transición y de la democracia atiendan las consecuencias derivadas de un régimen como el franquismo en lo que se refiere a establecer la verdad, la justicia, la reparación y la no repetición en cuanto a los crímenes cometidos en el mismo, y el tiempo transcurre tras lo ya señalado respecto a la Ley de Amnistía, que salvaguardaba a los victimarios, así como a las expropiaciones llevadas a cabo por los mismos durante el régimen dictatorial.

Y así se llega a la Ley de 26 de diciembre de 2007, de Memoria Histórica, ley que nace con una importante deficiencia, como es que carece de presupuesto económico para llevarla a cabo. No obstante, con esta ley se toma conciencia de las asociaciones memorialistas y se generan iniciativas por parte de las mismas para llevar a cabo diversas actividades, como son las exhumaciones de víctimas que se encuentran en las cunetas, la denuncia de los crímenes franquistas en los tribunales de justicia, la denuncia de la existencia de bebés robados, y un largo etcétera.

Pero los efectos de la ley fueron muy limitados, y sobre todo a partir del gobierno del PP a partir de diciembre de 2011, el cual abiertamente manifestó que no había derogado la Ley de Memoria Histórica porque no le había destinado ni un solo euro, motivo por lo que era innecesario derogarla.

A pesar de esa situación, las asociaciones memorialistas siguieron luchando por denunciar los crímenes del franquismo y ya con anterioridad a la Ley se formularon denuncias que recayeron en el Juzgado Central de Instrucción número 5 de la Audiencia Nacional, cuyo titular era el juez Baltasar Garzón. Esa acción iniciada quedó invalidada por los Tribunales de Justicia e incluso el juez Baltasar

Garzón sufrió denuncias de inhabilitación por llevar a cabo las primeras diligencias contra los crímenes del franquismo.

No obstante, las acciones se siguieron emprendiendo ante los tribunales españoles, los cuales, amparados por la Ley de Amnistía, entendida como Ley de Punto Final, han rechazado de forma contundente entender de dichos delitos, motivo por el cual, y en aplicación del principio de justicia universal muchos hemos tenido que acudir a la justicia argentina para que sean atendidas las demandas de justicia y reparación que en España han declinado atender.

La Ley de Memoria Democrática de 2022

Y así, se llega al nuevo texto de la Ley 22/2022, de 19 de octubre, de Memoria Democrática, una ley que se entendía que iba a resolver y cubrir las carencias de la anterior ley, y si bien tiene algún aspecto positivo y acoge un contexto histórico más cercano a la verdad, se encuentra limitada por uno de los aspectos de los que carecía la anterior ley, que es la falta de memoria económica. Y ello condiciona la aplicación material de la ley, a pesar de los discursos grandilocuentes que las autoridades dan al respecto.

Uno de los aspectos más llamativos es la utilización de la palabra víctima, que se utiliza en 142 ocasiones, pero cero veces la palabra "victimario", es decir, para nada se señala a los verdugos. En este punto, me remito a los verdugos señalados en este documento, los cuales han quedado impunes, pues esta Ley tampoco deroga la Ley de Amnistía de 1977, con lo cual hace inviable el que se lleven a cabo actuaciones judiciales contra los mismos. Es decir, los que dieron el golpe de Estado y los que decidieron que este país viviera durante cuarenta años una dictadura, porque no les apetecía convocar unas elecciones, que nadie les impidió convocar, no están en la ley, no se les señala, no existen.

La Ley de Memoria Democrática no causa ningún problema a los franquistas ni a ningún heredero de los privilegios franquistas. Y, de hecho, el ministro actual de la Presidencia, Tomás Bolaños, ha establecido en la misma que el día 31 de octubre, que es el día que se aprobó en el Congreso de los Diputados la Constitución de 1978 que luego fue a referéndum, sea conmemorativo de "todas" las víctimas de la guerra, de los golpistas y los que trataron de parar el golpe.

Si en algo se puede caracterizar el espíritu de la transición es en crear impunidad para los franquistas, y esta ley no rompe con eso ni con equiparar a los franquistas con los antifranquistas. Otra de las carencias u omisiones de las que padece la Ley es la inexistencia de señalar el papel que llevó a cabo la Iglesia. Se ha pedido al Papa que saque a la luz toda la documentación que tiene sobre la represión en España. Acaba de hacer pública

un montón de documentación sobre la relación de la Iglesia con el nazismo y podemos pedir lo mismo para el franquismo.

Dicen que ciertos temas hay que dejarlos en paz, y después anuncian el que en aras de la verdad histórica van a beatificar a 492 mártires de la llamada "guerra civil. Con una mano dicen que hay que dejar el pasado en paz, ese pasado que señala a la Iglesia como parte de los verdugos, y por otra parte ellos se ponen a trabajar para enseñarnos en el presente que fueron víctimas.

Está claro que la Iglesia nunca nos va a enseñar todas las cosas que hizo en el franquismo y esta ley ni siquiera se molesta en citar el papel que jugó en el régimen de terror instalado y mucho menos se le piden cuentas de sus actos.

Hay una pregunta que se plantea al hilo del texto de la ley y es la de ¿se puede licitar la búsqueda de asesinados por la represión franquista? La contestación es que los Derechos Humanos no se licitan, se garantizan. Y cuando se vulneran, se investiga, se juzga y se repara a las familias. Esta reflexión se produce como consecuencia de que la Secretaría de Estado (Fernando Martínez) licita los trabajos de exhumación de las fosas comunes en los cementerios de la Salud y de San Rafael en Córdoba, con una aportación de 400.000 euros. Aún más, en este año de 2023 habla de 6,3 millones de euros. En una tarea que le corresponde al Estado, hablar de dinero es una vergüenza. Sin embargo, con el traslado de los restos del dictador del Valle de los Caídos al cementerio de Mingorrubio, en donde se encuentran también los restos de su familia, los gastos derivados del cuidado de los señalados restos son sufragados con los presupuestos generales del Estado por un importe de 9.000 euros al año que pagamos todos los españoles. Por cierto, los frailes del Valle de los Caídos siguen ahí instalados, con sus actividades a pleno rendimiento y llevando actos, como el realizado el 18 de julio de 2022, de exaltación del régimen franquista, sin que por parte del Gobierno haya habido reacción alguna.

El actual gobierno está más preocupado con el número de fosas que exhuma para hacer un titular que en lo que se investiga. De hecho, de las 500 exhumaciones que ha financiado con subvenciones sólo se han identificado a un 4 por 100 de víctimas, y esto tiene que ver con una metodología. Les interesa más el número de fosas que investigaciones potentes. No se entiende que se convoque una subvención que financia la exhumación y la identificación y se olvide de la investigación, que es el paso más importante. Convocar subvenciones significa que una víctima no tiene una oficina del Estado a la que acudir para pedir ayuda, tiene que acudir a las asociaciones para conseguir ejercer un derecho.

La nueva ley pretende cumplir todo lo que en su día ya se daba por hecho con la ley ante-

rior de 2007 y quince años después comprobamos que no, que sigue pendiente. Sobre el papel, las medidas suenan bien, incluso muy bien. Luego, al descender al detalle, a la letra pequeña, te encuentras mucha "comisión técnica" que estudiará el asunto, aplazamientos de temas por concretar, fórmulas indefinidas y ausencias que explican las resistencias de algunos socios del Gobierno (PSOE) y las decepciones de las asociaciones de memoria y familiares de represaliados. Faltan concreción y medidas de reparación que se llevan esperando tantos años. Las víctimas del franquismo siguen siendo "víctimas de segunda" para la democracia española.

Es cierto que la ley reconoce la ilegalidad del franquismo y de las sentencias dictadas en la dictadura. Por ello, es importante hacer las siguientes preguntas sobre la Ley comentada: ¿Es ilusionante o decepcionante? ¿Pondrá fin a la vergüenza de las fosas comunes o seguirá siendo una tarea lenta, dependiente de la voluntad de los familiares o las asociaciones y a merced del ayuntamiento o del juzgado de turno? ¿Responde a la demanda de verdad, justicia y reparación? O hará falta otra ley de memoria dentro de quince años.

En este aspecto, lo que supone una labor y tarea del Estado da paso a una dejación de funciones del mismo y la creación de una franquicia, según la cual, en base a un sistema de subvenciones, lo que genera es una competencia entre los distintos peticionarios, con el consiguiente perjuicio para todos: en unos casos, porque las cantidades son insuficientes para llevar a cabo las tareas necesarias, y en otros, con la selección de proyectos, lo que implica la exclusión de algunos de ellos.

Dentro de los conceptos a que van destinadas las subvenciones hay que tratar de lo que la ley denomina "lugares de memoria". Y aquí se genera una enorme envidia con lo que pasa en Francia, que, aunque no sea perfecto el sistema empleado, se conservan lugares de memoria de los republicanos españoles, como los distintos campos por donde pasaron los citados republicanos.

En España, más de 300 campos de concentración existieron y no queda rastro de ninguno de ellos, ni siquiera indicaciones de ninguna clase, así como tampoco de las cárceles, las cuales han sido destruidas, la de Carabanchel con el gobierno de José Luis Rodríguez Zapatero. Los lugares de memoria son todos, los existentes en España y en Francia, así como en los campos de concentración nazis a donde fueron a parar los republicanos españoles y muchos resistentes franceses.

No olvidamos que el monumento a las víctimas republicanas del campo de Mauthausen está en suelo francés cedido y el monumento fue suscrito por los deportados supervivientes y sus familiares. Es decir, el Estado español no ha estado, no está ni se le espera, ya que se encuentra en el torbellino de grandes dis-

cursos, fotos y alharacas, pero materialmente no hay acción de ninguna clase para plasmar lo que grandilocuentemente se difunde.

En la Ley de Memoria Democrática se habla de incluir la historia del golpe de Estado del 18 de julio, la guerra de España y la dictadura en los currículums académicos de los colegios e institutos. Pues bien, nada se ha hecho hasta el momento.

Aún más, cuando vamos a contar la historia de nuestros familiares exiliados, deportados o como presos y víctimas del franquismo, nos encontramos con que estos aspectos no se encuentran incluidas en las unidades didácticas e incluso un gran número de profesores tienen un gran desconocimiento de la historia padecida en el siglo XX por España.

Si a eso se añade que los textos que se utilizan son editados en su gran mayoría (85 por 100) por editoriales católicas, nos encontramos con una manipulación importante hacia un concreto adoctrinamiento de los estudiantes, con lo que implica ello para el desarrollo de una democracia plena en una juventud en formación.

Para concluir, resaltar que España se sumó a todos los Tratados Internacionales de Derechos Humanos. Antes de la Constitución se aprobó el 30 de abril de 1977 el Pacto Internacional de Derechos Civiles y Políticos de Naciones Unidas. Se ratificó, entre otros, la Convención contra la Tortura y Otros Tratos o Penas Crueles Inhumanas o Degradantes, el 19 de octubre de 1987, así como la Convención Internacional para la Protección de todas las Personas contra las Desapariciones Forzadas, el 14 de julio de 2009.

Pues bien, a pesar de todo ello los crímenes del franquismo siguen impunes, pues en España no se tiene para nada en cuenta el Derecho Internacional Humanitario en donde se establece de forma contundente la imprescriptibilidad de los delitos de lesa humanidad, así como otros muchos aspectos derivados de su aplicación a todos los Estados en base al principio de justicia universal.

De esta situación, este mes de marzo, en Buenos Aires se está celebrando el III Foro Mundial de Derechos Humanos 2023, organizado por el Centro Internacional de derechos Humanos de la UNESCO al que van asistir varios compañeros para denunciar la situación en la que se encuentra la materialización de dichos derechos en España, en donde reina la más absoluta impunidad de los crímenes franquistas, aunque ya ha intervenido en dicho Foro el Secretario de Estado de Memoria, Fernando Martínez, alabando las "virtudes" de la Ley de Memoria Democrática vigente. Por discursos y fotos, que no falte.

Móstoles, 20 de marzo de 2023

Juan Miguel Nogués García
Movimiento Stolpersteine Madrid

Notre ami Luis Garrido, de Loire Atlantique, nous informe que les éditions Privat viennent de réaliser un nouveau tirage de 700 exemplaires du livre **"Une longue marche"*** tiré de l'expérience de son père **Albino GARRIDO OROZCO**. Personnellement, j'ai lu ce récit en espagnol (editorial Milenio, 2013). Avec un visuel légèrement épuré, ce tirage en français corrige quelques erreurs de la version antérieure et l'enrichit de nouvelles notes issues des recherches menées par le fils de l'auteur.



La découverte du dossier d'Albino dans les archives du ministère de la Défense à Madrid apporte un éclairage singulier sur le fonctionnement du système répressif mis en œuvre par les autorités franquistes.

C'est dans le huis-clos des camps de concentration et des prisons qui, à la fin de la guerre, mailleront le territoire espagnol, que ce système mortifère prendra toute sa mesure. Ce texte nous plonge notamment au Espagne d'un camp de concentration franquiste parmi les plus terribles : celui de Castuera (Estrémadure / Extremadura, provincia de Badajoz).

Il nous livre également le récit d'une périlleuse marche de six vaincus de la Guerre d'Espagne, internés dans ce camp depuis neuf mois, et qui réussirent une incroyable évasion ; quatre des fugitifs, après un périple qui durera 79 jours, atteindront la frontière française le 22 mars 1940.

Ce livre reste en moi comme un récit haletant, plein de péripéties, d'angoisse, de peur à chaque page, de courage et d'audace...

Malheureusement, nos quatre républicains arrivés à Urdos (Pyrénées-Atlantiques aujourd'hui) iront dans un nouveau camp de concentration : celui de Gurs.

Deux d'entre eux se verront dans l'obligation de s'engager dans la Légion Étrangère, dont un oncle d'un de mes cousins.

Juan Muñoz-Dauvissat

* Sous-titré : *De la répression franquiste aux camps français*. Première édition chez Privat en 2012.

Le périple d'Albino GARRIDO et ses compagnons en 1940, rappelle celui de **Francisco BLANCAS PINO** (*Veneno*), **Aurelio RODRÍGUEZ JUÁREZ**, **Bonifacio GARCÍA SÁNCHEZ** et **Lorenzo TORIBIO SÁNCHEZ**. Après avoir lutté (11 ans pour *Veneno*) dans les maquis d'Estrémadure et Castille, ils sont parvenus à pied en France en juillet 1955. Membre de l'AGEF-FFI, *Veneno* est décédé à Béziers le 8 janvier 2011. Voir le billet signé de ses filles Dolores et Françoise, paru dans notre bulletin n° 124 (2011) et l'excellentissime livre de Francisco Moreno Gómez : *El cordobés « Veneno » último guerrillero de La Mancha* (2006).

HF

Fermín, mon père, est né le 15 mars 1915 à Arico (El Bueno), province de Tenerife (Îles Canaries). A 21 ans, il rejoint Santa Cruz de Tenerife pour effectuer son service militaire dans les services portuaires de la capitale de l'île. Peu après, en juillet 1936, Franco, gouverneur militaire des Canaries, prend part au coup de force perpétré contre la République espagnole et s'envole vers le Maroc espagnol.

À l'automne, Fermín embarque sur un bateau chargé d'emmener des prisonniers politiques – opposants au soulèvement contre la République – vers une colonie pénitentiaire située à Villa Cisneros dans l'actuel Sahara Occidental (Río de Oro), alors colonie espagnole. L'encadrement des détenus est assuré par des soldats appelés dont il fait partie.

Le 14 mars 1937, un groupe de 23 prisonniers de Villa Cisneros, soutenus par la plupart des soldats de la garnison, arraisonnent le *Viera y Clavijo* (qui se trouvait à nouveau dans le port) avec la complicité de son équipage, dont Fermín. Les évadés et les soldats mutinés contre les factieux antirépublicains font route vers la haute mer afin d'éviter toute patrouille côtière⁽²⁾. Après sa sortie des eaux territoriales, le bateau retourne vers la côte à hauteur de la Mauritanie et parvient le 17 mars à l'entrée du port de Dakar (Sénégal) où les autorités françaises locales l'empêchent d'accoster, puis préviennent le commandement espagnol. Le ministre Juan NEGRÍN⁽³⁾ exige un laissez-passer des autorités en place. Néanmoins les « mutins » restent longtemps à quai.

Un transatlantique venant de New-York et faisant escale à Dakar les transporte à Marseille



Sur le *Viera y Clavijo* dans le port de **Dakar** 15 avril 1937
Le soldat coiffé d'un calot lève le poing



Figueras, fin 1937, de g. à d. : Fermín Morales Pérez, Esteban Marrero González, Francisco Acuña de León, José Melo Alonso, José Rodríguez Ravelo

début mai 1937, d'où ils réembarquent peu après pour rejoindre les troupes républicaines à Valencia. Ils sont accueillis en héros.

Environ deux ans plus tard, victime de la politique de « Non-intervention », la II^e République est vaincue, c'est l'heure de l'exil. Après avoir été basé à Figueras, Fermín franchit la frontière le 9 février 1939 à Lamanère (près de Prats de Mollo). De février 1939 à février 1940) il subit les camps de concentration d'Argelès-sur-Mer, Le Barcarès et Saint-Cyprien.

Engagé de sa propre volonté dans une CTE (Compagnie de Travailleurs Étrangers), il est transféré à Gisors-par-Menesqueville (Eure) dans un chantier forestier qui produit des traverses pour voies ferrées (février à juin 1940).

En juin 1940, la progression des Allemands conduit ses amis réfugiés et lui à se replier, à pied, vers Bordeaux où se trouve alors le gouvernement français. Ils sont rassemblés et envoyés vers Oloron puis vers le camp de concentration de Gurs (juin à octobre 1940).

Enrôlé dans le GTE 723 (Groupement de Travailleurs Étrangers, siège : Coufflens, Ariège) puis le GTE 537 (siège : Seix) il travaille sur le chantier de la route Seix-Coufflens (octobre 1940 à juillet 1941). Il est affecté ensuite au GTE 721 (siège : Saint-Jean de Verges) pour intervenir dans l'agriculture et le forestier (zones de Ville-neuve-du-Paréage puis Belpech : Ariège toujours).

Il quitte le GTE 721 le 26 octobre 1943 pour être incorporé dans la 3^e Brigade de Guerrilleros d'Ariège, comme agent de liaison dans un

secteur allant de Saint-Girons à Laroque d'Olmes. Mais les gendarmes de Pamiers l'interpellent le 12 décembre 1943 et le placent au camp de concentration du Vernet. Il fait partie d'un groupe de 150 Espagnols du GTE 721 qui sont transférés le 14 décembre 1943 depuis Le Vernet vers le camp de concentration de Noé où sont constitués des convois à destination des « chantiers Todt » de la côte atlantique ou d'Allemagne.

Embarqué dans l'un d'entre eux (à une date encore à préciser), il saute du train entre Toulouse et Montauban, en compagnie d'un autre prisonnier avec lequel il rejoint Saverdun où ils se séparent. Via Pamiers, puis Saint-Jean-de-Verges il reprend contact avec les Guerrilleros.

Après la Libération, Fermín intègre le *Bataillon de Sécurité Espagnol* basé entre Toulouse et Le Fauga. Lorsqu'il est dissous, fin mars 1945, Fermín séjourne au camp du Récébédou puis s'établit en « communauté » avec d'autres camarades, dans le quartier du Moulin⁽⁴⁾ à Chalabre (Aude). Il s'y marie avec Carmen GARCÍA CUENCA le 28 novembre 1952. Je suis né de leur union, le 2 mars 1953. En 1957, la famille s'installe quelque temps à Marcillac-Vallon (Aveyron), puis St-Paul de Fenouillet (Pyrénées Orientales) mais revient à Chalabre en 1963.

Parti de sa terre natale à l'âge de 21 ans, Fermín n'y revint qu'en août 1979, soit 43 années plus tard. Trino et Antonia, ses parents, sont morts sans avoir jamais revu leur fils.

Il est décédé le 21 janvier 2006 à Chalabre. Il avait occupé le poste de trésorier au sein de la Section de l'Aude de l'*Amicale des Anciens Guerrilleros Espagnols en France - Forces Françaises de l'Intérieur*. Aujourd'hui j'en suis vice-président.

Christian Morales

⁽¹⁾ Guanches : indigènes des Canaries (plausiblement venus d'Afrique du Nord, 3000 ans av. J.C.) anéantis par les Espagnols à la fin du 15^e siècle.

⁽²⁾ Courant 1937, à Valencia, l'un des prisonniers relate cet épisode dans un livre : *Villa Cisneros, deportación y fuga de un grupo de antifascistas*, sous le pseudonyme de José ZAHAREÑO (Ediciones Españolas) ; son vrai nom était : José RIAL VÁZQUEZ. En 2007, les éditions La Malatesta ont republié ce récit, avec des compléments informatifs.

⁽³⁾ Alors Ministre de l'Économie et des Finances (et originaire aussi des Îles Canaries).

⁽⁴⁾ Enregistrement dans la commune : 9 avril 1945.



Espagnols au camp du **Récébédou** (appelé alors : *Villa DonQuichotte* !)
Au premier rang, à gauche, un homme tient une arme

Photos de la page :
© collec. famille Morales



7 avril 1945, camp du **Récébédou**
Sous la carte de l'Espagne enchaînée, hommage au XIV Cuerpo de Guerrilleros, qui lutte en Espagne, puis en France

Résistants espagnols et italiens en région toulousaine : quelques faits et figures*

Le 5 novembre 1940, le maréchal Pétain visite Toulouse. Tout près de la place Esquirol, une volée de tracts tombe des toits. Cette action organisée par un groupe de jeunes communistes est célébrée chaque année comme l'un des tout premiers actes de résistance à Toulouse. Parmi les acteurs : **Yves Bettini**, né italien, et **Angèle Del Río**, née espagnole (épouse Bettini plus tard).

Le 4 août 1942, au 185 route de Paris, un groupe d'Espagnols, commandé par **Antonio Molina Belmonte**, lance des grenades contre des officiers allemands réunis à *La Réserve des Seigneurs* ; à notre connaissance, il s'agit du premier attentat à Toulouse contre des militaires ennemis.

Dès le printemps 1942, des centaines d'Espagnols restés en région toulousaine après la Guerre d'Espagne de 1936-1939, constituent des comités clandestins de l'*Union Nationale Espagnole* (UNE). En Zone Libre, la UNE se dote d'un bras armé nommé *XIV^e Corps de Guérilleros Espagnols en France*, organisé en brigades départementales. Ainsi, en Haute-Garonne, une vingtaine de comités de la UNE sont formés ; par exemple, à Bagnères-de-Luchon, Montréjeau, Muret, Saint-Gaudens, dans les quartiers toulousains du Cours Dillon, Récébédou, Saint-Cyprien, dans les usines Bréguet et Dewoitine.

A partir de juillet 1942, **Juan Linares Díaz**, ancien commandant républicain en Espagne, dirige la *2^e Brigade de Guérilleros de Haute-Garonne*. Il est en lien étroit avec le Polonais **Marcel** (ou Mendel) **Langer**, premier chef, à l'automne, de la *35^e Brigade FTP-MOI* (Francs-Tireurs et Partisans – Main d'Œuvre Immigrée). Le 11 août 1942, dans le quartier d'Empalot, des guérilleros font exploser une bombe contre un convoi ferroviaire en partance pour l'Allemagne ; le 1^{er} septembre, place Dupuy, ils attaquent un bureau chargé

de recruter pour la relève des prisonniers français en Allemagne.

En réaction, de septembre à décembre 1942, la police vichyste arrête 133 Espagnols en Midi toulousain, parmi lesquels **Jaime Nieto López** (déporté fin juillet 1944 à Buchenwald où il devient le leader du comité espagnol clandestin) et **Joan Blázquez Arroyo**, qui s'évade en mai 1943 du camp de concentration du Vernet et reprend le combat jusqu'à être nommé général FFI à la Libération.

Parmi les Italiens qui ont participé à la Résistance politique, on ne peut oublier **Silvio Trentin**, dont un boulevard de Toulouse porte le nom. Nombre d'autres Italiens ont participé à la Résistance armée au sein de la *35^e Brigade FTP-MOI* qui rayonnait depuis Toulouse sur plusieurs départements.

Le 10 octobre 1943, **Enzo Lorenzi** exécute le procureur Lespinnasse, pour venger Marcel Langer, guillotiné le 23 juillet 1943 dans la prison Saint-Michel.

Le 1^{er} mars 1944, les Italiens **Rosa** (ou Rosine) **Bet** et **Enzo Godeas**, font partie du trio qui exécute un attentat au cinéma *Les Variétés*. Rosa meurt des suites de l'explosion, Enzo, blessé, est fusillé le 22 juin 1944. Le 1^{er} avril, la *35^e Brigade FTP-MOI* et la *2^e Brigade de Guérilleros* ensemble font sauter un tramway et sa remorque à Toulouse-Purpan tuant 15 Allemands.

Entre 1942 et 1944, plus de deux cents étrangers ont été écroués à la prison Saint-Michel de Toulouse pour faits de résistance. Environ les deux tiers étaient des Espagnols. Depuis leurs geôles, en 1942-44, Jaime Nieto López et ses camarades, protestent contre leurs conditions de détention. Le 2 juin 1944, le quartier Saint-Michel est en état de siège, car la Section spéciale de la Cour d'appel de Toulouse réunie place du Salin s'apprête à juger 70 Espagnols. Le 22 juin 1944, une

expéditive cour martiale fait fusiller **Diego Rodríguez Collado**.

De nombreux résistants espagnols et italiens ont été déportés depuis Toulouse vers les camps nazis. Dans le convoi sinistrement connu comme le *Train Fantôme*, qui quitte Toulouse le 3 juillet 1944 emportant environ 580 prisonniers, 40 % sont espagnols. Mentionnons les Espagnols **Ange Álvarez Fernández** (premier évadé de ce convoi) et **Conchita Grangé** (épouse **Ramos**) ainsi que l'Italien **Nuncio Titonel**. Sa sœur, **Damira Titonel**, membre comme lui de la *35^e Brigade FTP-MOI*, est déportée de Toulouse le 31 juillet.

Le 17 août 1944, les Allemands extraient de la prison Saint-Michel puis massacrent (à Buzet-sur-Tarn) une cinquantaine de prisonniers, dont **Francisco Ponzán Vidal**, chef d'un réseau d'évasion actif depuis 1940. Deux jours plus tard, lors des combats de la Libération de Toulouse, deux guérilleros espagnols sont tués : **Mariano Continente** près de la Gare Matabiau et **Jorge Echevarri** près du Grand Rond. Souvenons-nous.

Henri Farreny

(président de l'AAGEF-FFI)

et **André Magne**

(président de l'Amicale de la 35^e Brigade FTP-MOI)

* Cet article est paru tel quel en décembre 2021 dans le livre **LE REGARD DES PUPILLES 39-45** (pages 163-165) publié par l'Association départementale de la Haute-Garonne **Les Filles et Fils des Tués, Morts pour la France, Orphelins de Guerre, Pupilles de la Nation** sous la direction de Monique Delattre Attia et Mireille Donnadieu Tartas. L'ouvrage est préfacé par Carole Delga, présidente du Conseil régional d'Occitanie, Georges Méric, président alors du Conseil départemental de Haute-Garonne, Jean-Luc Moudenc, maire de Toulouse, président de Toulouse Métropole, Jean-Jacques Mirassou, ancien sénateur. Pour se le procurer, on peut écrire à : monique.attia3@orange.fr

Pour illustrer l'article ci-dessus, voici un extrait d'un document policier daté du 20 novembre 1942 (cote 1825 W 41 aux archives du Lot-et-Garonne) qui liste 77 Espagnols écroués à la **prison Furgole de Toulouse** puis 37 autres directement envoyés en

camps de concentration (Noé, Le Vernet). "**BOLADOS**" (n° 2) est le faux-nom de Jaime **NIETO LÓPEZ** susmentionné. Le document entier a été publié dans *L'Affaire Reconquista de España* (Ch. et H. Farreny, 2^e éd. augmentée : 2010, Espagne

au Cœur). Dans le bulletin AAGEF-FFI n° 157 (avril 2020) nous avons publié un tableau identifiant 153 Espagnols résistants qui ont été incarcérés à la **prison toulousaine Saint-Michel** ; 111 d'entre eux furent ensuite déportés vers les camps nazis.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR DIRECTION GÉNÉRALE de la POLICE NATIONALE Région de TOULOUSE POLICE JUDICIAIRE		É T A T des INDIVIDUS INCULPÉS dans l'AFFAIRE "RECONQUISTA de ESPAÑA" ECROUÉS à la PRISON MILITAIRE de la 17 ^{ème} DIVISION			
N°	NOMS & PRENOMS	DATE & LIEU de naissance	G. T. E.	LIEU de l'ARRESTATION	DATE de l'ARRESTATION
1	CARRATERO Nicolas	5-8-1917 à MADRID	laisse carte	TOULOUSE	1-9-1942
2	BOLADOS Joseph	2-8-1908 à BARCELONE	422° G. T. E.	"	1-9-1942
3	UDAVE Ernest	16-8-1899 à ALEZANCA		RIVELS	2-9-1942
4	UDAVE Ernest	28-6-1917 à CARABANDIEL		TOULOUSE	2-9-1942
5	UDAVE Damien	12-2-1905 à ALEZANCO		"	2-9-1942
6	BERNEJO Alfredo	22-7-1912 à MADRID	668°	"	5-9-1942
7	PERNER Francisco	4-9-1914 à MADRID		MONTAUBAN	4-9-1942
8	HERNANDEZ Manuel	18-10-1915		TOULOUSE	6-9-1942
9	GARCIA Manuel	5-6-1923 à St-SEBASTIAN		"	6-9-1942
10	PAC Jose	27-2-1911 à LERIDA		VERGT (Dordogne)	7-9-1942
11	GUTIEREZ Alfonso	16-8-1910 à CORDOUE	645°	"	7-9-1942
12	CAMPOS Mariano	28-1-1903 à BURGOS	643°	ORADOUR (H-V)	15-9-1942
13	ADRIA Juan	22-9-1918 à BARCELONE	643°	LIMOGES	17-9-1942
14	GALLEJA Felix	18-8-1915 à SANTANDER		CHANCELADE	18-9-1942
15	CUBELIS Jose	25-12-1919 FLIX	651°	USSAC (Corrèze)	18-9-1942
16	BONANAD Francisco	4-12-1914 ALTURA	645°	VERGT	17-9-1942

Le n° 1, "CARRATERO", est en fait Manuel SÁNCHEZ ESTEBAN (tué en Espagne le 30 juin 1944)

La police nomma cette vaste traque (à ce jour nous connaissons ~ 250 arrestations rattachées) : l'AFFAIRE "RECONQUISTA de ESPAÑA"

Se busca – Avis de recherche

Estoy involucrada en un proyecto de investigación sobre enfermeras y cuidadores que experimentaron evacuación y retirada de víctimas durante la Guerra de 1936-1939. Si alguien ha conocido o es familiar de una enfermera o cuidador, por favor póngase en contacto conmigo en la siguiente dirección email: alicia.rey.miguel@gmail.com

Je suis engagée dans un projet de recherche sur les infirmières et les soignants qui ont vécu l'évacuation des blessés et la retraite pendant la Guerre d'Espagne. Si quelqu'un a connu ou est un parent d'une infirmière ou d'un soignant, veuillez me contacter à l'adresse email ci-dessus.

Au Boulou pendant 6 semaines, bouquet de manifestations !

Les placards ci-après complètent l'annonce présentée en une au sujet de la série d'initiatives proposées par la section AAGEF-FFI des Pyrénées Orientales. Ci-contre, qr-code pour accéder à son site. Contacts : rsg44@hotmail.fr

Avec le CIIMER, unis pour débattre et agir

Samedi 11 mars 2023, près de 200 personnes, très motivées malgré un temps pluvieux et les soucis de circulation, ont effectué la 17^e Marche pour la Dignité, depuis la Gare de Borredon jusqu'au Mémorial du camp de concentration de Septfonds, lieu où souffrirent environ 30 000 Espagnols et plusieurs centaines de Juifs ensuite déportés dans le cadre de la Shoah.

Le lendemain, une soixantaine de délégués, représentant 26 associations françaises et espagnoles, ont participé au Conseil de Pilotage du CIIMER, animé par son président, **Raymond Cubells**, assisté de **Joan Fabra**, vice-président et **Fernand Sanchez**, président du Comité d'Animation. L'ambassadrice du CIIMER, **Carmen Negrin**, n'a pu venir en raison des grèves contre la réforme des retraites.

Ces deux journées furent de nouvelles occasions pour s'informer et débattre au sujet des actions sous différentes latitudes : Angoulême, Barcelone, Madrid, Málaga, Toulouse... l'Aude et l'Ariège, l'Aragon, les Asturies... On a reparlé de la *Carretera de la muerte* – maintenant reconvenue *lugar de Memoria* – et des hommages officiels rendus à Santa Cruz de Moya et Prayols. On a battu le rappel pour de prochaines mobilisations là où l'Histoire est « révisée », bafouée, à Foix par exemple.



Trois résolutions ont été adoptées. L'une d'elles réaffirme la volonté ancienne du CIIMER de coopérer avec le Mémorial de Rivesaltes pour que cet établissement public réponde mieux aux nécessités de la connaissance historique, en s'ouvrant aux débats sans tabous. Une autre invite l'état espagnol à consolider son appui à la valorisation des *lugares de Memoria* (mieux : des lieux d'Histoire !), relatifs à l'Exil Républicain, situés en France. Voici le texte de la troisième résolution :

« Réuni ce 12 mars 2023, le Conseil de Pilotage du CIIMER s'est penché sur les difficultés rencontrées par des fils ou filles d'Espagnols nés espagnols en Espagne, qui souhaitent récupérer leur nationalité d'origine dans les conditions prévues par la « Ley n° 36/2002, de 8 de octubre de 2002 ». A des personnes qui demandaient à bénéficier de cette loi de 2002 avant l'adoption de la récente « Ley de Memoria Democrática », il a été répondu qu'il fallait attendre la parution de cette nouvelle loi. Puis il a été exigé de satisfaire des contraintes inexistantes [cf. bulletin 168*] dans la loi de 2002.

Le Conseil de Pilotage prie le Secrétaire d'État en charge de la *Memoria Democrática* de confirmer que le dispositif institué par la loi de 2002 reste valide, sans nouvelles contraintes [cf. bulletin 168*]. »

Qu'il pleuve, qu'il vente, le CIIMER travaille et lutte !

Henri Farreny et Joseph Gonzalez

* Accès au bulletin 168 (voir pages 4 et 17) en scannant ce qr-code :



Des sites web pour connaître et réfléchir

Les requêtes à fournir sont en bleu non souligné.

AAGEF-FFI-66

amicale-aagef-ffi-66.monsite-orange.fr

Animé par la Section des Pyrénées Orientales de l'AAGEF-FFI, ce site propose une grande variété d'informations et de ressources à propos des Républicains espagnols. Les Pyrénées Orientales furent et demeurent un haut-lieu de la résistance aux fascismes : 1) pendant la Guerre d'Espagne de 1936-1939 pour soutenir les Républicains, 2) lors de *La Retirada* quand furent ouverts les indignes camps de concentration français, 3) sous l'Occupation allemande, 4) pour continuer la lutte antifranquiste.

Contacts : aagef.ffi.66@gmail.com

Archives de Luis Fernández, général FFI

archivesamicaleguerrilleros.wordpress.com

Ce site a été créé par notre camarade Jean-Charles Fernández pour donner accès à un ensemble de documents instructifs légués par Luis FERNÁNDEZ JUAN, président fondateur de l'Amicale des Anciens FFI et Guérilleros Espagnols, indignement interdite en 1950.

Contacts : jcfem@wanadoo.fr

AAGEF-FFI Informations

sites.google.com/view/aagef-ffi

Ce site résulte d'une volonté ancienne de l'AAGEF-FFI pour mettre à disposition, avec des explications circonstanciées, les publications de l'association créée par les guérilleros espagnols en 1945 (*Amicale des Anciens FFI et Résistants Espagnols*) interdite dès 1950, ré-autorisée en 1976 sous le nom actuel : AAGEF-FFI. De nombreux sujets relatifs à l'histoire des résistants espagnols y sont considérés : événements méconnus, biographies originales, activités de recherche, activités de vulgarisation, activités commémoratives. Une mine de matériaux, analyses, synthèses, à explorer, étudier, partager... et bien sûr à enrichir avec rigueur et discernement.

Contacts : aagef.ffi@free.fr

Si vous recevez ce bulletin par internet les 3 liens textuels ci-après sont actifs (cliquez dessus !). Sur papier ou écran : scannez avec votre téléphone un des 3 qr codes respectifs.

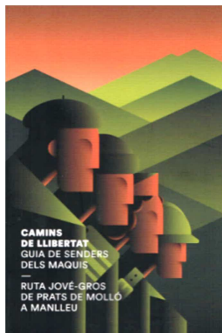
<https://amicale-aagef-ffi-66.monsite-orange.fr>

<https://archivesamicaleguerrilleros.wordpress.com>

<https://sites.google.com/view/aagef-ffi>



Un livre pour cheminer en Liberté



Nos camarades de l'Amical d'Antics Guerrillers de Catalunya viennent de publier, avec l'appui notamment du *Memorial Democràtic de Catalunya*, la plaquette ci-contre : **Camins de llibertat, guia de senders dels maquis**.

Comme suggéré en sous-titre, il s'agit d'un guide de randonnée, relatif à un itinéraire de 77 km entre Prats de Molló (Pyrénées Orientales) et Manlleu (de l'autre côté des Pyrénées, en Catalogne) qui fut ouvert à partir de juin 1945 par Josep JOVÉ BLAVI, pour convoier des militants et du matériel. Le dénivelé, dans un sens et dans l'autre, est d'environ 2 700 m. Ce parcours fut pratiqué jusqu'au début des années 50, généralement de nuit, en 4 étapes d'environ 7 h chacune.

Le livre, en format de poche (pour sacs-à-dos et *mochilas*) présente des cartes commentées, établies grâce aux témoignages légués par les passeurs-guérilleros Josep JOVÉ BLAVI, précité, et Josep GROS CAMISÓ.

Il comporte aussi d'intéressants éléments biographiques concernant ces deux figures, ainsi que celles de Manuel TORRES MONTER-RUBIO et Francisco PRADAL GONZÁLEZ.

Honneur à eux pour leur dévouement, leur courage et les lourds sacrifices subis.

Arrêté en 1947, Francisco PRADAL GONZÁLEZ passa 5 ans au pénitencier de *El Dueso* (Cantabrie).

Pour se procurer le livre : raul.valls65@gmail.com

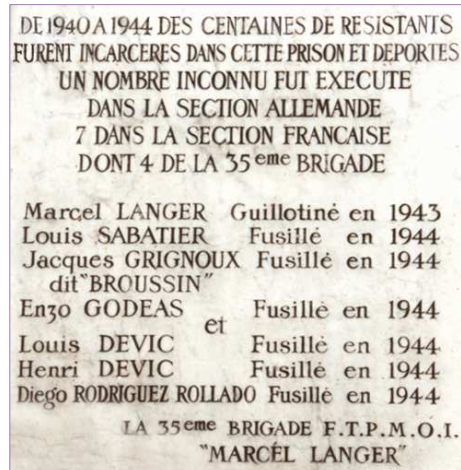


22 juin 2023, Toulouse, 17 h 30
hommage au guérillero
Diego RODRÍGUEZ COLLADO
devant la prison Saint-Michel
où il fut fusillé le 22 juin 1944
Soyons nombreux pour l'honorer !

Condamné à mort par la *Cour Martiale* de Toulouse pour « *activité communiste dans la région de Gourdon* [Lot] » le 22 juin 1944 vers 9 h, Diego RODRÍGUEZ COLLADO a été fusillé moins d'une heure après. Selon l'arrêt, il serait né le 28 mars 1901 à Tarragone. A ce jour nous n'avons pas trouvé de photo dans les archives policières et judiciaires consultées.

Le 11 juillet 2016, grâce aux recherches puis aux démarches de l'AAGEF-FFI, Diego a été officiellement déclaré **Mort pour la France** (cf. nos bulletins n° 143, 146, 154).

En 2016 seulement... quoique son nom figure depuis longtemps sur la plaque apposée en façade de la prison et sur celle qui, à l'intérieur, marque le lieu du supplice. Par erreur, son matronyme a été orthographié ROLLADO. Le même jour était fusillé le jeune Italien des FTP-MOI Enzo GODEAS.



En février-mars 1944, plusieurs attentats sont perpétrés contre des voies ferrées du Lot. Le 27 mars, un groupe de « *terroristes* » occupe la gare de Gourdon. Les gendarmes déploient des barrages et arrêtent un Espagnol porteur d'une mitraillette et de grenades : « *L'interrogatoire du prisonnier a établi que la camionnette [...] venait de MAREUIL, où se trouvait un petit campement de 11 individus, 2 Français, 2 Italiens, 1 Allemand et 6 Espagnols.* ».

Les gendarmes attaquent ce campement, situé près de Gourdon, le 28 mars, et relatent : « *Au cours d'un bref engagement, un individu blessé a été capturé avec [une] mitraillette et des grenades [...]. Il s'agit d'un groupe d'Espagnols rouges, ayant commis les deux derniers attentats sur la voie ferrée SOUILLAC-GOURDON. Il était organisé à la manière communiste, avec un Commissaire de l'Armement, un Commissaire Politique, etc.* ». Le blessé est Diego, qui était posté comme sentinelle. Écroué à la prison de Cahors, il fut transféré à Toulouse-Saint-Michel le 18 juin 1944.

Bulletin d'adhésion à l'AAGEF-FFI



- L'avènement de la II^e République espagnole, la guerre pour la défendre,
- la guerre antifasciste encore en France et sur les autres fronts,
- la lutte antifranquiste ici et là-bas,
- des décennies de courage et de dévouement pour la liberté...

Vous voulez que l'histoire des résistants espagnols soit connue et reconnue ?

Et qu'elle serve à comprendre le passé, éclairer le présent et le futur ?

Que vous soyez ou non descendant(e) de républicain espagnol,

rejoignez l'Amicale des Anciens Guérilleros Espagnols en France – Forces Françaises de l'Intérieur

Je, soussigné(e)

né(e) le à

demeurant à

adhère à : l'Amicale des Anciens Guérilleros Espagnols en France – Forces Françaises de l'Intérieur

Téléphone(s)

Adresse internet

Profession

Autres informations

A imprimer et renvoyer au siège national : AAGEF-FFI, 27 rue Émile Cartailhac, 31 000 Toulouse, ou à transmettre à un responsable national ou départemental connu de vous, avec un chèque de 25 € à l'ordre de : AAGEF – FFI

Si une section locale de l'AAGEF-FFI existe dans votre département, vous serez accueilli(e) par elle.

La cotisation comprend l'abonnement au bulletin d'information trimestriel. Contact aagef.ffi@free.fr